

Qui est la classe moyenne brésilienne ?



Campinas, Sao Paulo, Brésil (crédits photo)

Le géant d'Amérique du Sud serait devenu un pays de « classes moyennes ». Une affirmation que relativisent de nombreux chercheurs. Ils préfèrent évoquer une classe « laborieuse pauvre ».

Elle est en pointe de la contestation contre l'organisation du Mondial au Brésil, des médias en font le symbole de la réussite économique du Brésil et pourtant elle serait un mirage. L'existence même de la classe moyenne brésilienne est polémique. Au Brésil, la population est divisée en strates ABCDE selon leurs revenus, des plus riches (classe A) aux plus pauvres (classe E). En août 2008, un rapport dirigé par l'économiste brésilien **Marcelo Neri** de la fondation Getulio Vargas intitulé « *Ma nouvelle classe moyenne* », rapporte que la classe C représenterait 51,89% de la population en 2008 contre 44,19% de la population en avril 2002.

Cette classe C se définit par un revenu mensuel par domicile, situé entre 477 et 2059 euros. « *Ce qui est désigné comme « classe moyenne » est en réalité un agrégat statistique de la classe C avec des revenus différents* » soutient le professeur de sociologie à l'université de Paris VII, Dominique Vidal, qui termine un ouvrage sur la sociologie du Brésil. L'économiste Pierre Salama, professeur de l'Université Paris 13, va dans le même sens : « *C'est une définition fourre-tout. Vous mettez ensemble l'épicier, le technicien ou le déclassé* ».

Une couche sociale surestimée

Les deux chercheurs soutiennent d'une même voix que « *cette notion est plus idéologique que sociologique* ». Idéologique car elle est utilisée par le gouvernement comme symbole de sa réussite. « *En Amérique latine, le terme de classe moyenne renvoie à un sens différent qu'en France et aux Etats-Unis. La classe moyenne est pensée comme une incarnation de la modernité. Quand il est dit que la classe moyenne est majoritaire cela sous-entend que le Parti des travailleurs [Ndlr : le parti politique de la présidente Dilma Rousseff et de son prédécesseur Lula Da Silva] a élevé la majorité de la population dans la modernité* », explique Dominique Vidal.

Dans un article pour la Fondation Maison des Sciences de l'Homme [1] (FMSH), Pierre Salama relève que le cabinet de conseil Boston Consulting Group (BCG) estime que les classes moyennes représentent 18% de la population en 2000, et presque 23% en 2010, et souligne que « *ces chiffres (...) sont inférieurs aux estimations officielles* ». Le BCG ne prend pas seulement en compte les revenus, il les croise avec les comportements de consommation.



Avenue Paulista à Sao Paulo, Brésil (crédits photo)

Les « working poor »

« *Il ne s'agit pas de l'émergence d'une nouvelle classe et encore moins d'une classe moyenne* » écrit l'économiste brésilien Marcio Pochmann dans son ouvrage en portugais *Nouvelle classe moyenne : le travail à la base de la pyramide sociale brésilienne* (Boitempo Editorial, 2012). « *Ce segment social devrait être plus considéré comme appartenant à la catégorie analytique de « working poor » (travailleur pauvre) puisqu'il s'agit fondamentalement de salariés avec un revenu de base.* » Selon Marcio Pochmann, 94% des salaires des emplois formels créés entre 2004 et 2010 demeurent inférieurs à 1,5 salaire minimum. S'il y a bien eu augmentation des revenus, une part de la classe C demeure au bas de la pyramide sociale.

« Ils découvrent que malgré l'accroissement de leurs revenus, certaines choses leur sont interdites » soutient le sociologue Dominique Vidal. Les ménages qui ont vu leurs revenus s'améliorer ont plus de pouvoir d'achat mais ce dernier demeure restreint. Le sociologue Paul Cary (Lille 3) décrit « *un imaginaire social consumériste particulièrement marqué* » [2] au Brésil. Les banques et les opérateurs mobiles savent s'adresser aux plus démunis et les modes de consommation demeurent inégaux. Comme le résume Dominique Vidal : « *La pluralité des modes de fréquentation des centres commerciaux (...) exprime à la fois l'ampleur des inégalités socio-économiques et le désir du plus grand nombre de les subsumer par la consommation.* »

Réaliser des études supérieures puis accéder à des métiers valorisés, spécialisés, leur est aussi « interdit ». Pierre Salama ou Dominique Vidal pointent du doigt les carences de l'action publique. Des carences qui n'affectent pas seulement l'éducation mais aussi la santé ou les infrastructures. La hausse des revenus ne s'est pas accompagnée de l'amélioration du niveau de vie attendu, et génère une frustration. Il n'est pas anodin que le mouvement de protestation débuté en mars 2013 se soit déclaré après une hausse des tarifs d'autobus. Selon un sondage de l'institut Pew, publié ce mois de juin, 61% des Brésiliens pensent qu'organiser la Coupe du monde est « *une mauvaise chose parce que cela fait de l'argent en moins pour les services publics* ».

[1] « *Les classes moyennes peuvent-elles dynamiser la croissance du PIB dans les économies émergentes* », Pierre Salama, FMSH, février 2014.

[2] « *Réflexions sur la « société de consommation » brésilienne* », Paul Cary, Problèmes d'Amérique latine (coordonné par Dominique Vidal), 2010/4 N° 78,